

FODEP

Forum de Dialogue Etat - Secteur Privé

Améliorer le climat des affaires au Tchad

Forum Dialogue Etat- Secteur Privé du Tchad Note de Presentation – Dakar PPD workshop April 2008

HISTORIQUE

- ✚ L'idée de la mise en place d'un mécanisme de Dialogue Public Privé remonte à 2005 suite à une visite du Vice Président de la SFI
- ✚ Le 03 Novembre 2006, Rencontre Président de la République et Bureau de la Chambre de Commerce,
- ✚ Décision de mise en place d'une structure de dialogue Public Privé..
- ✚ Premier Atelier Dialogue Etat – Secteur privé le 26 juin 2007 à l'Hôtel Novotel-La Tchadienne.

Objectif : mettre en place concrètement un mécanisme de dialogue entre les secteurs public et privé.

ATELIER DE DIALOGUE PUBLIC – PRIVE

Niveau de l'Atelier

- ✚ Haut Patronage de Son Excellence Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement participation active de nombreux opérateurs économiques dont des femmes.

Orientations du Président de la République :

- ✓ Identifier les entraves et les difficultés qui pénalisent le développement du secteur privé, créateur de la richesse et pourvoyeur d'emploi ;
- ✓ Y trouver des solutions en opérant des réformes.

Conclusions de l'Atelier.

1- La structure.

Après débats et explications sur les différents modèles de structure ; **le modèle vietnamien** a été choisi de manière unanime par les participants en y ajoutant une variante supplémentaire qui consiste à porter au niveau du Chef de l'Etat une fois par an les questions qui n'auraient pas trouver de réponses dans les instances précédentes.

2- Définition des Priorités.

Neuf priorités considérés comme des besoins indispensables : Ils sont les suivants: sur lesquelles cinq sont considérés comme premières priorités::

- 1- simplification des procédures ;
- 2- coût des facteurs ;
- 3- cadre incitatif pour les entreprises;
- 4- accès aux financements.
- 5- Renforcement des capacités des entrepreneurs.

MISE EN PLACE DU SECRETARIAT EXECUTIF DU FODEP

Le Secrétariat Exécutif (ou Cellule de coordination) du FORUM DE DIALOGUE ETAT SECTEUR PRIVE est un organe indépendant. Il assure la les fonction de planification, de production, d administration,d animation, de préparation et d organisation des réunions,de coordination des groupe de travail, de gestion d interfaces (avec le FORUM, les coordination set l environnement extérieur), de promotion, d information et de communication relation publique.

ORGANISATION DU SECRETARIAT EXECUTIF

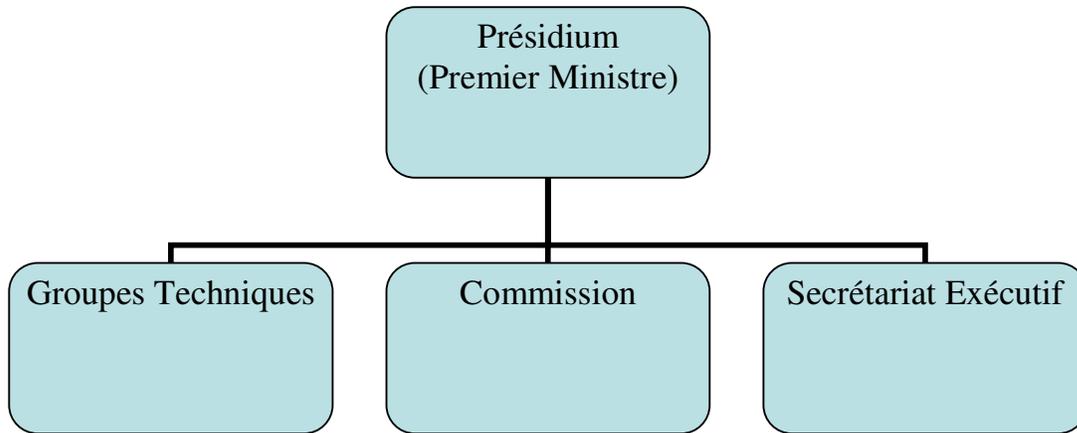
Le secrétariat Exécutif comprend :

- Un secrétaire Exécutif ;
- Un expert chargé de la réforme économique et fiscale ;
- Un expert chargé de la réforme du système judiciaire ;
- Un expert financier chargé du financement des entreprises ;
- Un Conseiller en communication ;
- Un Assistant administratif et financier.

ORGANIGRAMME

Le Secrétariat exécutif est coiffé par un secrétaire permanent qui assure l'interface avec le FORUM, les Groupes Techniques, les coordinations respectives des secteurs publics et privés, les bailleurs de fonds, le Parlement, les Ambassades.

La procédure de recrutement du personnel du Secrétariat Exécutif est achevée. Le décret est signé et la **Commission** se réunira pour nommer le Secrétaire Exécutif et signer son contrat. Ce dernier signera à son tour les contrats des assistants.



LE CONTEXTE RECENT DU FODEP

Le FODEP a été mis en place dans un contexte particulier. Les menaces de déstabilisation qui pesaient sur le pays au courant du dernier trimestre de l'année dernière se sont concrétisées par la guerre des 2 et 3 Février 2008. En effet, au courant de ces deux jours des rudes combats se sont déroulés dans la capitale Ndjaména jusqu'aux portes du Palais Présidentiel. Mais dans le même temps des pillages systématiques se sont déclenchés dans la ville n'épargnant ni les bâtiments publics, ni les établissements privés, ni les domiciles des particuliers. Le Centre Culturel Français a été également pillé ainsi que des tonnes de ciment d'une entreprise chinoise de construction.

La Banque Mondiale a évacué son personnel, ce qui ne sera pas sans conséquences sur le démarrage du FODEP. Malgré le contexte difficile, **un décret présidentiel instituant le FODEP fut signé** le 22 Février 2008.

Le gouvernement a estimé à mi mars les pertes à hauteur de 137 milliards de francs CFA. Il a demandé aux entreprises de lui communiquer les estimations de leurs pertes et la Direction Générale des Impôts a ouvert un Bureau spécial pour permettre aux entreprises de négocier leurs impôts et taxes.

Il est certain que ces événements justifieront encore plus fortement la nécessité de créer un cadre et des conditions favorables pour les affaires. La simplification des procédures a été instituée par le Chef de l'Etat lui-même pour les marchés publics et le budget pendant la période d'urgence d'un mois (quinze jours renouvelé une fois).

Le dialogue que le gouvernement a institué entre lui et le secteur privé est intéressant pour servir d'exemple à ce qu'il est possible de faire dans le cadre de l'accord politique du 11 Août qui prévoit un certain nombre de réformes juridiques pour aérer la vie politique nationale.

AMBITIONS DU FODEP

- d'amener par la formation les administrations à changer leur regard sur le secteur privé considéré comme des voleurs et des chercheurs de profit ; ils accepteront mieux d'accompagner les réformes engagées ;
- de vulgariser le doing business au niveau des directions des administrations par qui passent les dossiers de formalités ; (Secrétariats généraux, directions générales, directions, services,)
- de faire adopter par le Présidium un plan de réforme à faire adopter par le conseil des ministres comme feuille de route de chaque ministère ;

- d'impliquer les femmes et leurs organisations dans les Groupes Techniques afin de prendre réellement en compte leurs besoins en termes de réformes ;
- de faire tenir au courant de l'année et avant l'été le premier Forum de lancement sous la présidence du Chef de l'Etat ;
- de réussir à faire passer au moins une réforme par trimestre pour tenir compte de la lenteur administrative actuelle.

La signature récente du décret va enfin permettre la mobilisation des Secrétaires Généraux qui sont les têtes des Groupes de travail. Une contrainte majeure actuelle du FODEP est liée à l'absence du personnel de la Banque Mondiale au Tchad et donc aux modalités de déboursement des fonds prévus pour couvrir le budget du FODEP.

Pour le FODEP

Madengar Bérémadji